

L'ORGANISATION SÉPARATISTE BASQUE DE L'ETA

À la croisée des chemins ?

L'organisation séparatiste basque de l'ETA fait parler d'elle «surtout à travers sa stratégie d'utilisation des attentats terroristes» pour arriver à ses fins. Cependant, elle use aussi d'autres moyens de pression, moins médiatisés, pour consolider ses structures opérationnelles, comme le chantage et l'extorsion de fonds

De notre bureau de Madrid, M'hamed Elmansouri

Ainsi, au mois de mai dernier, a-t-elle envoyé des lettres exigeant des sommes allant de 100 000 à 200 000 euros à une douzaine de chefs d'entreprise de la région de Navarre.

D'après le président de la confédération des chefs d'entreprise de Navarre, cette douzaine de lettres d'extorsion ne serait que la pointe de l'iceberg parce que les chefs d'entreprise en reçoivent continuellement.

Il les appelle, néanmoins, à ne pas payer car, selon lui, l'ETA «est dans une situation de détérioration très importante après les dernières détentions». En cela, il faisait référence à l'arrestation en France, près de Paris, le 25 juin dernier, des deux présumés chefs de renseignement de l'organisation séparatiste, chargés de collecter des données sur des objectifs potentiels.

Cette opération de la police française fait suite

sation au Pays Basque. Ces arrestations font suite à une série de captures des têtes de l'appareil militaire ou politique de l'ETA, toutes effectuées en France entre mai et décembre 2008 : le 21 mai 2008, Francisco Javier López Peña, alias Thierry, considéré comme le chef de l'appareil politique de l'ETA, est arrêté à Bordeaux, avec trois autres dirigeants de l'organisation séparatiste.

Le 17 novembre 2008, c'est au tour de Gaikoitz Azpiazu Rubina, alias Txeroki, chef militaire de l'ETA, d'être détenu à Caunterets (Pyrénées françaises).

Il est accusé d'avoir participé à l'attentat de l'aéroport de Madrid Barajas en 2006 (deux morts) et de l'assassinat de deux gendarmes espagnols à Cap-Breton, en France. Le 8 décembre 2008 voit la capture de Iriondo Yarza, successeur de «Txeroki» à la tête de l'appareil militaire de l'ETA, à Gerde (Pyrénées françaises), en compagnie de



L'attentat de l'aéroport de Madrid Brajas en 2006.

activistes de l'ETA, dont deux femmes, considérés comme responsables d'attentats contre des casernes de la Guardia Civil, dont l'un s'est soldé par un décès.

Ces avancées dans la lutte anti-terroriste contre l'ETA, on le voit assez, n'auraient jamais percé aussi nettement s'il n'y avait eu l'implication, de plus en plus visible, des forces de sécurité françaises aux côtés de leurs homologues espagnoles, notamment durant ces deux dernières années.

Afin de replacer dans son contexte cette collaboration franco-espagnole, il faudrait revenir brièvement sur la nature de l'organisation séparatiste basque de l'ETA.

Cette dernière a commémoré en janvier 2009 sa création, il y a 50 ans, à travers un communiqué diffusé par les médias, où elle déclare que «ni l'Espagne ni la France ne montrent les signes les plus minimes de vouloir respecter la parole du peuple basque».

En conséquence, elle avertit qu'elle continuera de lutter de toutes ses forces et par tous les moyens pour atteindre son objectif d'indépendance et de souveraineté du Pays Basque.

Elle clame que «c'est le moment pour ce peuple d'unir les efforts, sans excuses pour que les Basques entrent dans la phase de l'indépendance».

En effet, pour l'ETA, le Pays Basque ne comprend pas seulement la région autonome espagnole du Pays Basque. Il englobe aussi la Navarre espagnole et une partie du sud-ouest de la France.

Reconstituée sous le

nom de ETA en 1959 (Euskadi Ta Askatasuna, en langue basque qui peut se traduire par «Pays Basque et Liberté»), elle a été fondée en 1952 par un groupe de jeunes exclus du Parti nationaliste basque (PNV).

L'un de ses objectifs fondamentaux reste la souveraineté et l'autodétermination du Pays Basque, à atteindre «par tous les moyens», comme elle l'a réitéré dans son communiqué de janvier dernier.

L'organisation aura maintenu une ligne dure avec tous les régimes et gouvernements espagnols, depuis la période de la dictature de Franco jusqu'au gouvernement socialiste actuel, en passant par les gouvernements conservateurs du Parti populaire dans les années 1990 et début des années 2000.

Après la mort de Franco, en 1975, l'ETA se réorganise en deux factions : l'ETA politico-militaire et l'ETA militaire. Ce sera la formation Herri Batasuna (HB) qui représentera le bras politique de l'organisation durant longtemps jusqu'au début des années 2000, où son activité sera déclarée illégale par la justice espagnole.

L'ETA militaire se chargera de la lutte armée, incarnée par un bilan macabre d'actions terroristes (attentats à la bombe, à la voiture piégée, assassinats...), dont le dernier en date a visé, le 19 juin passé, un inspecteur de la Brigade anti-terroriste de la localité d'Arrigoriaga, près de Bilbao. L'explosion d'une bombe placée sous sa voiture a entraîné l'incendie du véhicule et la mort du policier.

Cet attentat survient un

mois après l'investiture du socialiste Patxi López à la présidence du Gouvernement régional du Pays Basque. Un fait historique si l'on considère que le Gouvernement régional et le Parlement du Pays Basque ont toujours été aux mains du Parti nationaliste basque. Un fait historique aussi si l'on sait que la Cour suprême espagnole avait empêché la participation de formations considérées comme des représentantes politiques de l'ETA.

Il faut souligner en ce sens, qu'en parallèle aux opérations policières destinées à éliminer les structures terroristes de l'ETA, les forces de sécurité ont détecté les formations politiques qui ont voulu remplacer Herri Batasuna (HB) comme bras politique de l'ETA, comme ce fut le cas de l'Action nationaliste basque et du Parti communiste des Terres basques qui seront déclarées illégales en septembre 2008 par la Cour suprême espagnole.

Ce sont, donc, actuellement, quatre facteurs tangibles qui concourent, semble-t-il, à affaiblir l'ETA :

La France ne constitue plus une base de repli pour les activistes de l'ETA comme elle l'a été pendant longtemps. La coopération est de plus en plus étroite entre forces de sécurité espagnoles et françaises dans la lutte anti-terroriste, dont un nouvel élan va être donné par la création officielle de brigades mixtes d'intervention hispano-françaises, suite à la visite du président Sarkozy en Espagne le mois d'avril dernier.

La persécution des ten-

tatives de reconstitution du bras politique de l'ETA, par la justice espagnole, et la réduction graduelle du champ politique pour les formations satellites pro-ETA au Pays Basque.

Conséquence : le Parlement basque actuel ne comprend aucune formation ouvertement pro-ETA, alors que durant trois décennies Herri Batasuna, son bras politique, y avait ses députés.

Le rejet inconditionnel de la violence terroriste de la part de la société espagnole, notamment au Pays Basque, et des principes formations politiques, toutes sensibilités confondues.

Cependant, avec le dernier attentat contre l'inspecteur de police de Arrigoriaga, l'ETA veut démontrer que ses capacités d'action ne sont pas amoindries, malgré les coups de boutoir reçus sur le terrain sécuritaire ou judiciaire, comme elle l'affirme, par ailleurs, dans son communiqué de janvier dernier où elle proclame son «invincibilité».

L'organisation séparatiste basque ne compte donc pas abandonner de sitôt ce qu'elle dénomme la lutte armée. Est-il possible dans ces conditions d'ouvrir une quelconque voie de négociation pour la fin de la violence au Pays Basque ?

Cette possibilité est rejetée ouvertement par le Parti populaire, qui pose comme condition de son appui à l'exécutif socialiste dans la lutte anti-terroriste, que ce dernier n'entame aucune négociation avec l'ETA.

Les partis nationalistes basque et catalan, quant à eux, n'excluent pas des négociations avec l'organisation séparatiste.

A cet effet, il faut préciser qu'après la mort de Franco, l'histoire de l'ETA a été entrecoupée de tentatives de négociation avec les gouvernements successifs en place, toutes avortées, ainsi que de trêves unilatérales (1988, 1995, 1998, 2007) qui seront toutes rompues par de nouveaux attentats terroristes.

En conséquence, la vigilance reste de rigueur, comme ne cesse de le répéter Alfredo Pérez Rubalcaba, ministre espagnol de l'Intérieur, qui réitère, avec le président Zapatero, que le seul chemin qui reste aux membres de l'ETA est celui de la prison.

M. E.



Jordán Martitegi.

au coup dur porté à l'ETA le 18 avril 2009 avec la détention de Jordán Martitegi, considéré comme le chef de l'appareil militaire de l'ETA, en compagnie de deux autres activistes, à Montauriol, près de Perpignan, en France.

Le même jour, la police espagnole arrêta aussi six membres de cette organi-

deux autres membres des commandos «Cantabria» et «Vizcaya».

Parallèlement à ces opérations effectuées en France, la police espagnole met la main, le 22 juillet 2008, sur le chef du commando «Vizcaya», Aritz Goikotxea, au cours d'une opération qui met hors d'état de nuire huit autres